Conseil d'Etat
Section de Législation
2
Bureau
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 29 décembre 1952, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant certaines dispositions d'arrêtés pris en exécution de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs",

ayant suspendu l'examen du projet ensuite de la lettre du Ministre du 16 janvier 1953 et ayant repris cet examen ensuite de la lettre du Ministre du 13 mars 1953,

a donné le 13 avril 1953 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 29e December 1952 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van zekere bepalingen van besluiten genomen tot uitvoering van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders",

na het onderzoek van het ontwerp te hebben onderbroken ingevolge het schrijven van de Minister van 16 Januari 1953 en het opnieuw te hebben aangevat ingevolge het schrijven van de Minister van 13 Maart 1953,

heeft de 13e April 1953 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat ne fait pas porter son examen sur l'article 2 du projet dont le texte a été repris dans l'arrêté royal du 21 mars 1953,ni sur les articles 11 et 13 repris dans l'arrêté royal du 7 avril 1953.

Le préambule devrait être modifié en tenant compte des arrêtés susdits et de l'arrêté royal du 24 mars 1953.

\+

\+ +

Les alinéas 1er et 3 du préambule devraient être rédigés ainsi qu'il suit :

"Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par l'arrêté-loi du 6 septembre 1946, par les lois des 27 mars et 14 juillet 1951, par l'arrêté royal du 16 février 1952 et par les lois des 27 mai, 29 et 30 décembre 1952;

V ...

Vu les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951, notamment l'article 9 bis, inséré par la loi du 27 mai 1952;".

\+

\+ +

.../...

Le Conseil d'Etat estime que la mention de l'arrêté royal du 27 avril 1951 figurant à l'alinéa 7 du préambule est superflue depuis la promulgation de la loi du 29 décembre 1952.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat propose de diviser le dispositif du présent arrêté en quatre chapitres, selon le plan suivant :

CHAPITRE I.

Modifications à l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 concernant le fonctionnement de l'Office national de sécurité sociale.

Articles 1er, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 du projet.

CHAPITRE II.

Modifications à l'arrêté du Régent du 5 novembre 1946 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et travailleurs des entreprises agricoles.

Articles 12 et 14 du projet.

CHAPITRE III.

Modifications à l'arrêté du Régent du 31 décembre 1946 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et travailleurs liés par un contrat d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure.

Article 15 du projet.

CHAPITRE IV.

Dispositions finales.

Articles 16, 18 et 17.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat propose d'abroger les articles 14 et 15 de l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 qui se bornent à reproduire les dispositions de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944.

L'article 18 du projet déclare : "Le présent arrêté sort ses effets le 1er janvier 1953 ".

En tant que le projet impose des charges nouvelles aux employeurs à partir du 1er janvier 1953, la rétroactivité est illégale et ne peut être maintenue.

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au dispositif du projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

Article 1er.-

L'article 1er, 5°, a, de l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945, modifié par l'arrêté royal du 12 juillet 1952, est remplacé par la disposition suivante :

"a) par journées de travail :
les journées effectivement consacrées au travail, les journées non prestées pour lesquelles l'employeur est tenu de payer une rémunération et les jours pendant lesquels le travail est suspendu en raison des vacances auxquelles les ouvriers ont droit en vertu des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés;".

Article 2.-

... (texte de l'article 3 du projet du Gouvernement, sous réserve de modifier les alinéas 3, 4, 5 et 6 du nouvel article 5, ainsi qu'il suit :

"Lorsque le montant de ce quart excède le montant des cotisations dues pour le mois en cours, l'employeur est autorisé à réduire la provision à ce dernier montant, sans préjudice de l'application des majorations prévues à l'article 8 en cas d'insuffisance des provisions ainsi versées.

L'employeur fait parvenir à l'Office national de sécurité sociale, au plus tard le dernier jour du mois qui suit le trimestre écoulé, une déclaration trimestrielle, justificative des cotisations dues, et les documents prévus à l'article 7 du présent arrêté.

.../...

Le solde des cotisations dues pour ce trimestre doit être payé dans ce même délai.

Le paiement de ce solde est effectué sous déduction d'une somme égale au montant des cotisations versées par l'employeur pour ledit trimestre, en vertu de la législation relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.")...

Article 3.-

... (texte de l'article 5 du projet du Gouvernement, sous réserve d'écrire : " ... Office des chèques et virements postaux ...").

Article 4.-

... (texte de l'article 6 du projet du Gouvernement, sous réserve d'écrire par concordance avec la version néerlandaise : ... "une majoration supplémentaire de 1 p.c. est ensuite appliquée le dernier jour ...") ...

Article 5.-

... (texte de l'article 7 du projet du Gouvernement, sous réserve des observations formulées pour les deux articles précédents et en outre d'écrire : "... en vertu de la législation relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.")...

.../...

Article 6.-

L'article 13 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Régent du 4 septembre 1945, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 13.- Les recettes nettes de chaque compte sont réparties, sous déduction du prélèvement prévu à l'article 12, entre les organismes visés à l'article 4 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944; le montant des parts revenant à chacun de ces organismes est déterminé en fonction des taux mentionnés aux articles 3 et 4 de cet arrêté-loi et aux arrêtés royaux pris en exécution de l'article 9 bis des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

Toutefois, des parts affectées aux pensions de vieillesse et de survie sont déduites les sommes retenues par les employeurs en vertu des articles 5 ou 10 du présent arrêté.".

Article 7.-

L'article 14 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Régent du 31 mars 1945, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 14.- L'Office national de sécurité sociale est tenu de verser, chaque trimestre, au Fonds national d'assurance maladie invalidité, à titre d'acompte sur la part qui lui est due dans la répartition prévue à l'article 13, le montant total du premier quart provisionnel de chaque trimestre, versé par les employeurs conformément aux dispositions de l'article 5.".

Article 8.-

A l'article 3 bis, inséré dans l'arrêté du Régent du 5 novembre 1946 par l'arrêté du Régent du 15 mai 1949, les mots "des articles 8 et 9" sont remplacés par les mots "articles 5, 7, 8 et 10".

Article 9.-

A l'article 6, alinéa 1er, du même arrêté, les mots "articles 7 et 14" sont remplacés par les mots "articles 5, alinéa 5, 10, alinéa 3, et 13, alinéa 2".

Article 10.-

... (texte de l'article 14 du projet du Gouvernement, sous réserve de l'observation formulée à l'article 4 ci-dessus) ...

Article 11.-

... (texte de l'article 15 du projet du Gouvernement) ...

Article 12.-

Sont abrogés :

1° dans l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 :

a) l'article 6, modifié par l'arrêté du Régent du 8 février 1946;

.../...

b) l'article 9, modifié par l'arrêté du Régent du 7 septembre 1946, à l'exception du § 1er, dernier alinéa;

c) les articles 10 bis et 10 ter, y insérés par l'arrêté du Régent du 27 mai 1948,et l'article 15;

2° dans l'arrêté du Régent du 5 novembre 1946 : l'article 7, modifié par l'arrêté du Régent du 15 août 1947.

Article 13.-

... (texte de l'article 18 du projet du Gouvernement) ...

Article 14.-

... (texte de l'article 17 du projet du Gouvernement) ...

Daar artikel 2 van het ontwerp reeds in het koninklijk besluit van 21 Maart 1953 en de artikelen 11 en 13 in het koninklijk besluit van 7 April 1953 zijn opgenomen, heeft de Raad van State die bepalingen niet in zijn onderzoek betrokken.

Met genoemde besluiten en ook met het koninklijk besluit van 24 Maart 1953 moet in de inleiding rekening worden gehouden.

\+

\+ +

Het eerste en het derde lid van de inleiding leze men als volgt :

"Gelet op de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de besluitwet van 6 September 1946, bij de wetten van 27 Maart en 14 Juli 1951, bij het koninklijk besluit van 16 Februari 1952 en bij de wetten van 27 Mei, 29 en 30 December 1952;

. . . . . .

Gelet op de wetten betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders, samengeordend de 9e Maart 1951, namelijk op artikel 9 bis, ingevoegd bij de wet van 27 Mei 1952;".

\+

\+ +

.../...

De Raad van State is van mening dat, sinds de afkondiging van de wet van 29 December 1952, het zevende lid van de inleiding met de verwijzing naar het koninklijk besluit van 27 April 1951 overbodig is geworden.

\+

\+ \+

De Raad van State geeft de aanbeveling, het beschikkend gedeelte van het onderhavige besluit over vier hoofdstukken te verdelen, volgens onderstaand schema :

HOOFDSTUK I.

Wijzigingen in het besluit van de Regent van 16 Januari 1945 betreffende de werking van de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid.

Artikelen 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8 en 9 van het ontwerp.

HOOFDSTUK II.

Wijzigingen in het besluit van de Regent van 5 November 1946 houdende toepassing van de besluitwet van 28 December 1944, betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, op de werkgevers en werknemers der landbouwondernemingen.

Artikelen 12 en 14 van het ontwerp.

.../...

HOOFDSTUK III.

Wijzigingen in het besluit van de Regent van 31 December 1946 houdende toepassing van de besluitwet van 28 December 1944, betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, op de door een wervingscontract voor de binnenscheepvaart verbonden werkgevers en werknemers.

Artikel 15 van het ontwerp.

HOOFDSTUK IV.

Slotbepalingen.

Artikelen 16, 18 en 17.

\+

\+ \+

De Raad van State stelt voor, de artikelen 14 en 15 van het besluit van de Regent van 16 Januari 1945, die eenvoudig bepalingen van de besluitwet van 28 December 1944 overnemen, op te heffen.

Artikel 18 van het ontwerp luidt : "Dit besluit treedt in werking 1 Januari 1953 ".

In zover het ontwerp van 1 Januari 1953 af nieuwe lasten aan de werkgevers oplegt, is de terugwerking onwettelijk en moet daarvan worden afgezien.

.../...

Voorts stelt de Raad van State voor, in het beschikkend gedeelte van het ontwerp een aantal vormwijzigingen aan te brengen welke blijken uit de hierna volgende tekst :

Artikel 1.-

Artikel 1, 5°, a, van het besluit van de Regent van 16 Januari 1945, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 Juli 1952, wordt door de volgende bepaling vervangen :

" a) onder arbeidsdagen :
de werkelijk aan arbeid bestede dagen, de dagen dat niet is gewerkt maar waarvoor de werkgever tot betaling van een bezoldiging is gehouden en de dagen waarop het werk is onderbroken uit hoofde van het verlof waarop de arbeiders krachtens de wetten betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders recht hebben; ".

Artikel 2.-

Artikel 5 van hetzelfde besluit gewijzigd bij het besluit van de Regent van 7 September 1946 en bij het koninklijk besluit van 12 Juli 1952, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 5.-

Het bedrag der bijdragen van de werknemers en van de werkgever is door deze laatste aan de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid verschuldigd op de volgende vier data van ieder jaar : 31 Maart, 30 Juni, 30 September en 31 December.

.../...

De werkgever is evenwel gehouden als voorschot op het totaal der bijdragen van het kwartaal, aan genoemde Rijksdienst uiterlijk de laatste dag van ieder der maanden van dat kwartaal een provisie te betalen, gelijk aan een vierde van het bedrag der bijdragen van het vorig kwartaal.

Indien het bedrag van dit vierde het bedrag van de voor de lopende maand verschuldigde bijdragen overtreft, is het de werkgever toegelaten, de provisie tot dit laatste bedrag terug te voeren, onverminderd de toepassing van de verhogingen welke artikel 8 voorschrijft voor het geval dat de aldus gestorte provisie ontoereikend is.

Uiterlijk de laatste dag van de maand volgend op het verlopen kwartaal doet de werkgever aan de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid geworden een kwartaalaangifte met de rechtvaardiging van de verschuldigde bijdragen, en de documenten bepaald in artikel 7 van dit besluit.

Het saldo van de voor dat kwartaal verschuldigde bijdragen moet binnen die zelfde termijn betaald worden.

De betaling er van geschiedt onder afhouding van een som gelijk aan het bedrag van de bijdragen welke de werkgever voor bedoeld kwartaal heeft gestort, krachtens de wetgeving betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood.".

.../..

Artikel 3.-

Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 7.-

De door de werkgevers verschuldigde sommen worden bij de Postcheck- en Girodienst op het credit van de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid gestort.

De formulieren voor de kwartaalaangiften en hun bijlagen worden door toedoen van de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid beschikbaar gesteld en moeten door de werkgevers ingevuld worden met de gevraagde inlichtingen, die van statistische aard inbegrepen, en namelijk alle gegevens behelzen omtrent het aantal tewerkgestelde arbeiders, het aantal verrichte arbeidsdagen, alsmede het bedrag der toegekende bezoldigingen.".

Artikel 4.-

Artikel 8 van hetzelfde besluit gewijzigd bij het besluit van de Regent van 7 September 1946, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 8.-

Heeft de werkgever de maandelijkse voorschotten en het saldo bedoeld in artikel 5 op de laatste dag van de maand gedurende welke zij onderscheidenlijk verschuldigd zijn, niet betaald, dan is hij gehouden tot bijbetaling van 10 t.h. van hun bedrag. Alle bijdragen welke niet betaald zijn de laatste dag van de tweede maand volgend op het kalenderkwartaal waarvoor zij verschuldigd zijn, worden bovendien met 1 t.h. van hun bedrag verhoogd; vervolgens wordt het bedrag van de voor het gezegd kwartaal nog verschuldigde bijdragen de laatste dag van elk der volgende maanden telkens weer met 1 t.h. verhoogd tot de dag van de betaling.

Het niet verschaffen aan de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid van de vereiste kwartaalaangifte en bijlagen binnen de in artikel 5, derde lid, bepaalde termijn, verplicht de werkgever tot bijbetaling van 500 frank per ontbrekend bescheid; deze som wordt verhoogd met 500 frank per groep van 50 arbeiders tewerkgesteld tijdens het kwartaal waarop de aangiften en bijlagen betrekking hebben.

.../...

De in artikel 11 bedoelde organismen die, binnen tien vrije dagen na het verstrijken van de termijnen bepaald in artikel 5, tweede en vierde lid, of in artikel 10, vierde lid, de bijdragen welke zij van hun aangeslotenen tijdens deze termijnen ontvangen hebben, niet op de postcheckrekening van de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid overdragen of , binnen tien vrije dagen na het verstrijken van de termijn bepaald in artikel 5, derde lid, de vereiste aangiften en bijlagen betreffende die bijdragen niet aan genoemde dienst overmaken, zijn aan deze laatste een vergoeding verschuldigd, gelijk aan zoveel maal 10 frank als zij aangesloten werkgevers tellen.

Artikel 5.-

Artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 27 Mei 1948, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 10.-

Het bepaalde in artikel 5, tweede, vierde en vijfde lid,en in artikel 8, eerste lid, is niet van toepassing op de werkgevers die gewoonlijk minder dan vijf werknemers tewerkstellen.

.../...

De door die werkgevers verschuldigde bijdragen worden om de drie maanden op het credit van de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid bij de Postcheck- en Girodienst gestort.

Deze stortingen worden gedaan onder afhouding van een som gelijk aan het bedrag van de bijdragen welke de werkgever krachtens de wetgeving betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood tijdens het kwartaal heeft gestort.

Zo de bijdragen op de laatste dag van de maand volgend op het kalenderkwartaal bij het verstrijken waarvan zij verschuldigd zijn, niet betaald werden, zijn de in dit artikel bedoelde werkgevers gehouden tot bijbetaling van 10 t.h. van hun bedrag. Alle bijdragen welke niet betaald ... (zie verder eerste lid van artikel 4 van dit besluit). ".

Artikel 6.-

Artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 4 September 1945, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 13.-

De netto-ontvangsten van elke rekening worden, na aftrek van de inhouding waarvan sprake in artikel 12, onder de in artikel 4 van de besluitwet van 28 December 1944 genoemde organismen verdeeld; het bedrag van het deel dat aan ieder van die organismen toekomt, wordt

.../...

bepaald volgens de percentages vermeld in de artikelen 3 en 4 van deze besluitwet en van de koninklijke besluiten tot uitvoering van artikel 9bis van de wetten op het jaarlijks verlof der loonarbeiders.

Evenwel wordt het deel dat voor de ouderdoms- en overlevingspensioenen bestemd is, verminderd met de sommen welke de werkgevers op grond van de artikelen 5 of 10 van dit besluit inhouden. ".

Artikel 7.-

Artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 31 Maart 1945, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 14.-

De Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid is gehouden, elk kwartaal aan de Rijksdienst voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit, als voorschot op het deel dat hem toekomt in de verdeling waarvan sprake in artikel 13, het totaal bedrag te storten van het eerste provisioneel vierde van ieder kwartaal, door de werkgevers gestort overeenkomstig het bepaalde in artikel 5.".

Artikel 8.-

In artikel 3 bis, dat het besluit van de Regent van 15 Mei 1949 heeft ingevoegd in het besluit van de Regent van 5 November 1946, worden de woorden "van de artikelen 8 en 9" vervangen door de woorden "van de artikelen 5, 7, 8 en 10.".

.../...

Artikel 9.-

In artikel 6, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "artikelen 7 en 14" vervangen door de woorden "artikelen 5, vijfde lid, 10, derde lid, en 13, tweede lid".

Artikel 10.-

... (Tekst van artikel 14 van het ontwerp van de Regering, met aanpassing aan artikel 4 hierboven).

Artikel 11.-

... (Tekst van artikel 15 van het ontwerp der Regering, mits te lezen : "In artikel 5, eerste lid, ...").

Artikel 12.-

Opgeheven worden :

1° in het besluit van de Regent van 16 Januari 1945 :

a) artikel 6, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 8 Februari 1946 ;

b) artikel 9, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 7 September 1946, behalve § 1, laatste lid ;

.../...

c) de artikelen 10 bis en 10 ter, ingevoegd door het besluit van de Regent van 27 Mei 1948, en artikel 15 ;

2° in het besluit van de Regent van 5 November 1946 : artikel 7 gewijzigd bij het besluit van de Regent van 15 Augustus 1947.

Artikel 13.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Januari 1953.

Artikel 14.-

(Artikel 17 van het ontwerp , mits te schrijven :"zijn, iedcr wat hem betreft, belast met ...").

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, — de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State,		président — voorzitter
M. SOMERHAUSEN, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat — raadsheren van State	
F. DUCHENE, F. VAN GOETHEM,	assesseurs de la section de législation — bijzitters van de afdeling wetgeving	
G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.